

L'EVOLUTION RECENTE DES ECHANGES EXTERIEURS

Dans chacune des trois parties consacrées respectivement aux exportations, aux importations, au taux de couverture, on s'efforcera d'abord de caractériser l'évolution d'ensemble, puis on analysera les résultats par destination économique et par destination géographique. Des rapprochements seront faits avec la situation économique en France et à l'Etranger.

A - EVOLUTION DES EXPORTATIONS.

1° - Les tendances récentes

a) Evolution d'ensemble (1)

Si on considère l'ensemble des exportations on peut très schématiquement résumer leur évolution en valeur depuis le printemps 1970 par une croissance à un taux annuel voisin de 15 % pour les exportations vers l'Etranger, un peu inférieur (quelque 13 %) si on inclut la Zone Franc.

Mais dans l'appréciation de la tendance récente de nos exportations il est essentiel de prendre en compte le rôle joué par le vif développement au début de 1971 des exportations d'alimentation : si on exclut celles-ci la croissance en valeur de nos exportations vers l'Etranger semble s'effectuer depuis la fin de l'été 1970 à un rythme tout au plus égal à 10 %.

S'agissant de la décomposition en volume et prix de l'évolution en valeur, la distinction entre alimentation et autres produits (essentiellement produits manufacturés) paraît là encore essentielle, les valeurs moyennes de l'alimentation ayant enregistré une très forte hausse, qui explique en partie l'évolution observée de l'indice des valeurs moyennes : l'accroissement total en un an est de l'ordre de 6 %, pour les produits manufacturés il ne dépasse guère 3 %.

EXPORTATIONS VERS L'ETRANGER (H.Z.F.)

Indice des valeurs moyennes base 100 en 1966

	1 9 7 0				1 9 7 1	
	I	II	III	IV	I	II
Ensemble	114,5	117,1	116,9	120,9	121,0	112,4
Alimentation, boissons, tabacs	110,2	114,3	121,0	126,2	131,5	130,1
Produits manufacturés	116,6	118,4	116,6	121,2	120,6	122,4

(1) Dans l'analyse de l'évolution d'ensemble on s'intéressera essentiellement aux exportations vers l'Etranger, les exportations vers la Zone Franc étant soumises à des facteurs spécifiques.

Compte tenu de cette évolution des prix et de manière toujours très schématique, le rythme annuel de hausse depuis le printemps 1970 est de l'ordre de 10 % pour l'indice de volume des exportations vers l'Etranger, que l'on inclue ou non l'alimentation.

b) Analyse par destination économique (1)

(i) L'alimentation (2)

Les exportations d'Alimentation, Boissons, Tabacs, qui avaient stagné tout au long de l'année 1970 ont amorcé une vive reprise depuis février 1971 : leur niveau mensuel était au second trimestre 1971 de quelque 300 millions supérieur au niveau connu au début de 1971 (moyenne décembre 1970 - janvier - février 1971). Elles ont ainsi contribué pour les deux tiers à l'accroissement des exportations totales sur la même période.

Cependant l'évolution au premier semestre 1971 a été contrastée selon les produits et selon les zones.

Au premier trimestre 1971, les exportations de produits agricoles (céréales, vins, bétail sur pied, fruits et légumes) après un deuxième semestre 1970 très faible en raison de la diminution des exportations de céréales, amorçaient une nette reprise mais seulement à destination des pays de la C.E.E. ; en effet, si l'on assiste en février et mars à une vive progression des exportations de céréales (qui représentent un peu moins du tiers de nos exportations agricoles) vers ces pays, nos ventes aux pays situés hors de la C.E.E. étaient toujours freinées par l'absence de restitutions à l'exportation pour l'orge et le maïs. Avec le retour à des restitutions normales pour ces produits, au cours du mois d'avril, nos ventes d'orge et de maïs se sont nettement développées au deuxième trimestre vers ces derniers pays, notamment la Grande-Bretagne et les autres pays de l'A.E.L.E.

Les exportations de produits des industries agricoles et alimentaires (viandes, produits laitiers, boissons et alcools ...), stables au premier trimestre, ont fortement augmenté au deuxième trimestre, tant à destination de la C.E.E. (viandes) que hors C.E.E., mais plus encore vers ces derniers pays.

Mais dans la forte croissance en valeur du groupe Alimentation, Boissons, Tabacs (+ 19 % au cours du premier semestre 1971 par rapport à la moyenne de 1970, pour les pays situés hors de la zone franc), il faut distinguer un effet de prix et un effet de volume. En effet, au cours du premier trimestre cette croissance en valeur est essentiellement due à la hausse des valeurs moyennes à l'exportation alors que l'indice de volume restait stable, tandis qu'au deuxième trimestre elle s'explique par une croissance

(1) On ne traitera pas des exportations de produits énergétiques et de matières premières et produits bruts dont le poids dans le total de nos exportations est très faible (respectivement de l'ordre de 2 et 4 % en 1970).

(2) Produits agricoles et produits des industries agricoles et alimentaires, soit environ 16 % de nos exportations totales en 1970.

en volume, les prix n'augmentant plus. Tout au long de l'année 1970, l'indice des valeurs moyennes à l'exportation a fortement augmenté (à un taux annuel de l'ordre de 20 %) : cette hausse était essentiellement imputable à la hausse des produits céréaliers dont la part vendue à la C.E.E. s'était accrue par rapport à celle vendue hors C.E.E. à des prix inférieurs. Au cours du premier trimestre cette vive croissance des prix s'est poursuivie, les hausses des produits laitiers et des boissons s'ajoutant à celles moins fortes des céréales. Au deuxième trimestre, en revanche, on assiste à un arrêt de la hausse des prix à l'exportation, les produits animaux (lait et, dans une moindre mesure, viandes) et les fruits et légumes poursuivant seuls leur croissance, tandis que l'indice des céréales se replie en raison de la baisse des prix de l'orge et du maïs, dont les exportations sont facilitées hors C.E.E. par le retour aux restitutions, mais à des prix inférieurs. Au total pour les 6 premiers mois, la hausse des valeurs moyennes est de 11,3 % par rapport à la moyenne de 1970, mais la totalité de la hausse avait eu lieu au premier trimestre. La hausse de l'indice de volume est pour la même période de 7,8 %, mais le niveau du premier trimestre 1971 est inférieur à celui du quatrième trimestre 1970 et même à celui de l'année 1970 ; par contre la reprise, en volume, s'affirme depuis avril et l'indice du deuxième trimestre 1971 dépasse celui du premier de 25 %.

EXPORTATIONS D'ALIMENTATION, BOISSONS, TABACS. H.Z.F.

Indices 1966 = 100.

	1er trim. 1970	2e trim. 1970	3e trim. 1970	4e trim. 1970	1er trim. 1971	2e trim. 1971
Volume : c.v.s.	167,3	174,5	144,5	157,6	153,9	192,4
Valeurs moyennes	110,2	114,3	121,0	126,2	131,5	130,1

Depuis le début du deuxième trimestre 1971 la croissance en volume des exportations d'Alimentation, Boissons, Tabacs, a donc pris le relai de la croissance par les prix pour assurer la forte croissance en valeur que nous connaissons actuellement.

Cette croissance en valeur devrait se poursuivre au cours du second semestre, à un rythme plus modéré cependant. En effet les prévisions d'exportations, en volume, compte-tenu des excédents dont nous disposons, sont excellentes pour les 3 principaux produits : céréales, viandes et vins. Donc, même si les prix à l'exportation devaient légèrement diminuer ou se stabiliser, la croissance en valeur semble bien assurée.

(ii) Les produits industriels manufacturés (demi-produits et produits finis) (1)

Le développement des exportations totales de produits manufacturés s'est très sensiblement ralenti depuis près d'un an. Si on considère l'indice

(1) Quelque 77 % de nos exportations totales en 1970.

de volume des exportations de ces produits, toutes zones réunies, on observe une cassure dans le rythme de développement à l'été 1970 : de l'automne 1969 à l'été 1970 le taux annuel de croissance aurait dépassé 20 %, depuis il est inférieur à 10 %.

Cette croissance ralentie résulte de la superposition de divers phénomènes par zones géographiques :

- Vers l'Etranger hors C.E.E. nos exportations de produits manufacturés croissent en valeur à un rythme annuel de l'ordre de 15 % depuis le printemps 1970 et ce de manière relativement régulière.
- Vers la C.E.E. à une croissance très rapide jusqu'à l'été 1970 a succédé une stagnation, voire un fléchissement au second semestre 1970, puis une reprise au début de 1971 qui s'est peut-être interrompue au cours des derniers mois.
- Vers la Zone Franc après un vif développement au premier semestre 1970 et un plafonnement jusqu'au début de 1971 on enregistre un sensible repli au second trimestre 1971 : le niveau mensuel au second trimestre est inférieur de 100 millions à celui du premier trimestre et retrouve ainsi le niveau connu au tout début de 1970.

L'irrégularité des évolutions tant vers la C.E.E. que vers la Zone Franc rend malaisée la détermination précise d'une tendance pour l'ensemble des exportations de produits manufacturés : il semble raisonnable, par delà les irrégularités, de résumer leur évolution depuis l'été 1970 par une croissance en valeur à un rythme annuel de l'ordre de 10 %, peut-être légèrement inférieur.

De manière toujours schématique il y a plafonnement des exportations de demi-produits (1) depuis l'été 1970 (on pourrait distinguer un léger fléchissement au second semestre 1970 compensé par une reprise au tout début de 1971, ces phénomènes étant liés à nos exportations vers la C.E.E.). Les exportations de biens d'équipement qui s'étaient très vivement accrues du printemps à l'automne 1970 (leur niveau mensuel moyen s'accroissant de près de 500 millions entre les premier et quatrième trimestres 1970) semblent plafonner depuis. Mais les exportations de biens de consommation ont alors repris leur croissance, à un taux annuel de l'ordre de 25 %.

Les résultats des enquêtes de conjoncture confirment la bonne tenue des exportations de biens de consommation : la demande étrangère reçue par les industriels - qui au reste s'attendent à la poursuite de ce mouvement - croît rapidement. Les carnets de commandes étrangères se maintiennent à un niveau élevé. Pour les industries produisant des biens intermédiaires la demande étrangère stagne depuis un an et est jugée faible. Les industriels ne s'attendent pas à une reprise. Les producteurs de biens d'équipement (2) quant à eux enregistrent toujours une croissance - ralentie, il est vrai - de la demande étrangère, mais par suite du maintien à un niveau élevé de leurs livraisons à l'Etranger, leurs carnets de commandes étrangères se réduisent.

(1) Qui représentent environ la moitié de nos exportations totales de produits manufacturés.

(2) Hors constructions aéronautique et navale, postes pour lesquelles les livraisons enregistrées en douane sont très irrégulières.

TENDANCE RECENTE DE LA DEMANDE ETRANGERE.

	1968			1969			1970			1971	
	M	J	N	M	J	N	M	J	N	M	J
Industries produisant :											
- des biens interm.	+ 2	+ 3	+ 26	+ 27	+ 43	+ 52	+ 34	+ 24	- 2	+ 4	- 3
- d'équipement (1)	+ 3	+15	+ 7	+ 22	+ 32	+ 49	+ 36	+ 29	+ 22	+ 21	+ 15
- de consommation	+ 9	+34	+ 33	+ 36	+ 26	+ 19	+ 22	+ 27	+ 38	+ 16	+ 34

M : mars J : juin N : novembre

(1) Hors constructions aéronautique et navale.

c) Analyse par zone de destination

(i) Vers la Zone Franc les exportations totales qui avaient atteint un niveau très élevé à l'été 1970, se sont quelque peu repliées en valeur en dépit d'une hausse assez sensible des prix ; en volume elles restent actuellement de quelque 20 % supérieures au niveau connu au cours des années 1962-1968. On peut noter un repli marqué des exportations vers l'Algérie au 2ème trimestre 1971 (niveau mensuel moyen de 220 millions de F au 2ème trimestre contre 290 au 1er trimestre).

(ii) Vers l'Etranger hors C.E.E. l'évolution de nos exportations depuis le printemps 1970 peut être résumée par une croissance à un taux annuel de l'ordre de 15 %, qu'il s'agisse de l'ensemble ou des seuls produits manufacturés. Ce mouvement d'ensemble relativement régulier résulte de la somme de mouvements divers sur des marchés dont la part dans nos exportations est faible, de même en général que la part que nous occupons dans les importations de ces pays.

(iii) Vers la C.E.E. les exportations globales ont eu un profil moins régulier que vers l'Etranger hors C.E.E. ; il est possible là encore de résumer l'évolution depuis le printemps 1970 par une croissance à un rythme annuel de l'ordre de 15 %, mais à un développement très rapide jusqu'au début de l'été 1970 a succédé un quasi-plafonnement (taux annuel de l'ordre de 5 %) pendant le reste de l'année ; au début de 1971 grâce à l'alimentation comme aux produits manufacturés s'est produite une vive reprise avec peut-être apparition d'un ralentissement au cours des tout derniers mois.

Vers l'U.E.B.L., l'Italie, les Pays-Bas, nos exportations avaient fléchi à la fin de 1970 ; elles se sont vivement accrues au début de 1971, mais ont plafonné au cours des derniers mois, sauf vers l'U.E.B.L. Nos exportations vers l'Allemagne Fédérale après un plafonnement du début de 1970 à la fin de l'été 1970 croissent rapidement depuis lors (taux annuel de l'ordre de 25 %), comme le font au reste les importations allemandes.

2° - Echanges extérieurs Français et débouchésa) Evolution des importations de nos principaux partenaires commerciaux.

La croissance des importations de nos principaux partenaires s'est ralentie depuis un an, mais ne s'en est pas moins poursuivie. On peut le voir sur la série ci-dessous en valeur (1) (les données en volume ne sont disponibles qu'avec un certain retard).

MOYENNE PONDEREE DES IMPORTATIONS DE NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES (1)

(d'après les données en dollars)

Données corrigées des variations saisonnières, mises en moyenne mobile sur 3 mois.

Mai	1970	:	116,9	Janvier	1971	:	122,5
Juin	"	:	117,2	Février	"	:	125,5
Juillet	"	:	117,7	Mars	"	:	128,8
Août	"	:	118,0	Avril	"	:	129,0
Septembre	"	:	119,1	Mai	"	:	128,8 ^e
Octobre	"	:	122,4				
Novembre	"	:	122,3				
Décembre	"	:	121,2				

(e) Estimation

(1) Pondération par leur part dans les exportations françaises en 1969. Les marchés considérés sont les U.S.A., le Royaume-Uni, l'U.E.B.L., les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie ; ils représentaient en 1969, 57 % du total de nos exportations (y compris Zone Franc).

En valeur, les importations de nos principaux partenaires prises dans leur ensemble croissent depuis la fin du printemps 1970 à un taux de l'ordre de 10 à 12 %, sans qu'il soit possible de déterminer d'inflexions significatives au cours de cette période.

Sans doute une part est-elle due à la hausse des prix (en dollars) des produits importés ; il reste une croissance en volume de l'ordre de 7 % - si on chiffre à 4 % la hausse des prix - en regard d'une croissance à peu près nulle en moyenne de la production industrielle.

(1) Au début de 1971, la hausse de prix du pétrole a dû affecter les résultats, l'effet quasi-instantané étant de l'ordre de 1 % d'après l'O.C.D.E.

ACCROISSEMENT ENTRE LES DEUXIEMES TRIMESTRES 1970 ET 1971

(pour les valeurs moyennes à l'importation : premiers trimestres)

	Indice de la production industrielle	Importations en valeur	Valeurs moyennes à l'importation
Etats-Unis	- 1,2 %	19,4 %	5,9 %
Royaume-Uni	2,6	7,7	1,6
Allemagne	1,5	13,2	1,0
Italie	- 3,2 (e)	3,9 (e)	8,4 (e)
Belgique	1,7 (1)	7,2 (e)	3,8 *
Pays-Bas	7,2	11,1	4,7 *
Moyenne pondérée	1 % (e)	10,2 % (e)	3,8 % (e)
<i>(par part dans les exportations françaises)</i>			
(1) Index Agefi.			
* Accroissement entre les 4 ^e trimestres 1969 et 1970.			
(Les données par pays ne permettent pas d'apprécier les tendances conjoncturelles).			

b) Exportations françaises et importations de nos principaux clients.

On peut de manière très approximative rapprocher l'évolution en volume des exportations françaises de produits manufacturés vers l'Etranger et celle des importations de nos principaux clients (importations totales).

RYTHMES ANNUELS DE CROISSANCE

Indices de volume

	du 4 ^e trim. 64 au 4 ^e trim. 67	du 4 ^e trim 67 au 4 ^e trim 70	du 2 ^e trim. 67 au 2 ^e trim. 69	du 2 ^e trim. 69 au 2 ^e trim. 70	du 2 ^e trim. 70 au 2 ^e trim. 71
Moyenne pondérée des importations totales de nos principaux partenaires (1)	7,5	13,3	15,9	11,3	6,4 (e)
Exportations françaises de produits manufactu- rés vers l'Etranger (2)	10,0	16,2	14,8	20,6	8,5
Ecart (2) - (1)	+ 2,5	+ 2,9	- 1,1	+ 9,3	+ 2,1(e)

Un tel rapprochement est certes très grossier ; il semble néanmoins permettre d'observer qu'après la dévaluation s'est produit un rattrapage des exportations françaises et que depuis un an l'évolution de nos exportations ne présente aucun caractère remarquable, compte-tenu des importations de nos clients.

Les statistiques de parts de marché en dollars n'indiquent elles non plus aucun phénomène significatif.

c) Valeurs moyennes à l'exportation en France et à l'Etranger.

Si l'on considère pour la France les seuls produits manufacturés, l'évolution des valeurs moyennes à l'exportation en France ne se différencie pas sensiblement de celle observée sur les marchés internationaux.

ACCROISSEMENT DES VALEURS MOYENNES A L'EXPORTATION ENTRE LES 1ers TRIMESTRES 1970 et 1971.

U.S.A.	R.U.	R.F.A.	Italie	Belgique	Pays-Bas	Moyenne pondérée(2)	France (1)
5,0 %	8,7 %	1,0 %	6,6 %	- 2,7 %*	2,8 %*	3,5 % (e)	3,1 %
* Accroissement entre les 4èmes trimestres 1969 et 1970							

Ainsi l'avantage de prix qui semblait être apparu un an après la dévaluation (3) se serait maintenu, sans s'accroître.

3° - Exportations de produits industriels et activité intérieure.

Deux faits peuvent être mis en évidence : d'une part depuis un an, l'exportation ne joue plus un rôle moteur pour l'industrie française, d'autre part, malgré une légère détente, les capacités de production des exportateurs français restent très sollicitées.

a) Exportations et production industrielle.

La difficulté qu'il y a à déterminer à très court terme la tendance des exportations conduit à rapprocher les variations sur un an de l'indice de volume des exportations de produits manufacturés et de la production industrielle.

(1) Produits manufacturés, hors Zone Franc.

(2) Par la part des divers pays dans les exportations de produits manufacturés de l'O.C.D.E.

(3) cf Situation et Perspectives de l'Economie Française - fin janvier 1971 - Annexe 3

TAUX ANNUELS DE VARIATION

- de l'indice de volume des exportations de produits manufacturés - Toutes Zones.
- de l'indice trimestriel de la production industrielle (hors B.T.P. et I.A.A.)

	<u>Moyenne 70</u>	<u>2è trim. 69</u>	<u>2è trim. 70</u>	<u>2è trim. 71</u>
	Moyenne 59	2è trim. 67	2è trim. 69	2è trim. 70
Exportations	(1) 9,2 %	12,8 %	19,9 %	6,1 %
Production	6,2 %	9,6 %	6,0 %	4,7 % (2)

(1) et 11,9 % hors Zone Franc (par suite de réduction en 1962 de nos exportations vers cette zone notamment)

(2) estimation ; en l'absence de grèves, ce taux serait plus élevé (de l'ordre de 6 %).

Alors qu'après la dévaluation les exportations avaient eu un effet d'entraînement sur l'industrie française, depuis le printemps ou l'été 1970 il n'en va pas de même (on peut noter au reste que la reprise de la production industrielle fin 1970 n'a pas résulté d'une croissance plus vive des exportations de produits manufacturés).

b) La situation des exportateurs français

Si l'on considère les principaux secteurs exportateurs on constate que l'utilisation des capacités de production reste très élevée, et notamment celle de l'équipement en place.

"INDUSTRIES EXPORTATRICES" (1)

Proportion d'entreprises empêchées de produire davantage et accroissement possible avec embauche (en %)

	Niveau de fin 63 début 64	1968			1969			1970			1971	
		M	J	N	M	J	N	M	J	N	M	J
Proportion	35	15	23	30	41	46	51	43	40	34	32	34
Accroissement	17,4	20,4	18,9	16,4	14,6	14,5	13,4	13,4	14,2	15,5	15,2	14,7

M : mars J : juin N : novembre

(1) Production des Métaux, Biens d'équipement, Automobile, Chimie-Caoutchouc, Industries Textiles.

On note au reste que, d'après les réponses des chefs d'entreprise, et en dépit de la très vive croissance des investissements dans les industries exportatrices, l'accroissement des capacités de production n'y est pas remarquable.

ACCROISSEMENT EN COURS D'ANNEE DES CAPACITES DE PRODUCTION D'APRES LES DECLARATIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (prévision)
Toutes industries	9,6	9,5	8,6	7,8	6,2	8,3	8,7	8,5	6,2
Industries exportatrices	10,5	9,2	6,9	6,4	6,0	6,7	8,9	8,0	6,6

B - EVOLUTION DES IMPORTATIONS1°) Les tendances récentesa) Evolution d'ensemble

Si l'on considère l'évolution en valeur de l'ensemble de nos importations, on observe après une stabilisation au deuxième semestre 1970 une forte reprise au début de 1971 : mais il est nécessaire de prendre en compte l'évolution des importations de produits énergétiques. Pour celles-ci on peut noter trois phénomènes :

- Une hausse des prix .
- Une faiblesse en volume au premier trimestre, compensée au deuxième trimestre
- Un déplacement d'importations de la Zone Franc vers l'Etranger

IMPORTATIONS DE PRODUITS ENERGETIQUES.

	1970	1970				1971	
	Moyenne	I	II	III	IV	I	II
Indices base 100 en 1966 (toutes zones)							
- Valeurs moyennes	109	105	107	109	114	124	136
- Volume (CVS)	144	137	143	144	154	138	164
Montant mensuel moyen (millions de francs)							
- Etranger	829	746	813	816	944	971	1434
- Zone Franc	230	227	215	232	247	198	69

Si on exclut ces produits, les importations en valeur ne montrent plus qu'une légère reprise au printemps 1971.

IMPORTATIONS C.A.F. EN PROVENANCE DE TOUTES ZONES HORS PRODUITS ENERGETIQUES.

Données corrigées des variations saisonnières,
mises en moyenne mobile sur 3 mois.

1 9 7 0				1 9 7 1					
sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin
8121	8050	8070	7929	7912	7925	8052	8048	8109	8355

L'évolution des valeurs moyennes à l'importation depuis le début de 1970 traduit deux phénomènes majeurs.

- la baisse, du printemps à la fin de 1970, des matières premières industrielles (sidérurgie, métaux non ferreux).
- la hausse des prix de l'énergie.

INDICE DE VALEURS MOYENNES A L'IMPORTATION.

Ensemble - Toutes zones -

1 9 7 0				1 9 7 1	
I	II	III	IV	I	II
115,7	115,8	115,7	113,9	117,1	118,2

Le premier phénomène a contribué à la stabilisation des importations en valeur au second semestre 1970, le second à leur hausse du premier semestre 1971.

b) Analyse par destination économique

On a vu le cas des produits énergétiques.

(i) L'alimentation (1)

Les importations de produits agricoles et de produits des industries agricoles et alimentaires (toutes zones), après un fort développement au 2ème trimestre 1970, s'étaient repliées au 2ème semestre. Depuis le début de l'année 1971, il semble que la tendance légèrement croissante que l'on observe à nouveau se soit accélérée au cours des tout derniers mois ; mais cette reprise ne concerne que les produits des industries agricoles et alimentaires, les importations de produits agricoles ayant au contraire diminué au cours du 2ème trimestre.

Cependant sur l'ensemble du groupe Alimentation, on remarque comme pour les exportations une certaine divergence entre l'évolution en volume et l'évolution des prix au cours du 1er semestre 1971. L'indice des valeurs moyennes, après un 1er trimestre en retrait par rapport à la fin de l'année 1970, a connu une nette reprise en avril et mai (due en partie à la hausse des prix des fruits et légumes importés), alors que l'indice du volume s'est pratiquement stabilisé depuis le milieu de l'hiver.

La légère et récente augmentation observée sur les valeurs du groupe Alimentation au cours des derniers mois est donc pour la plus grande part due à une hausse des prix des produits importés et non à une augmentation en volume.

IMPORTATIONS D'ALIMENTATION, BOISSONS, TABACS : (HZF + ZF)

Indices de base 100 en 1966

	3è. trim. 70	4è. trim. 70	1è. trim. 71	2è. trim. 71
Volume : CVS	130,0	115,0	120,3	121,9
Valeurs moyennes	118,7	120,3	118,7	122,7

(1) Environ 15 % de nos importations totales en 1970.

(ii) Les produits industriels

Les importations de matières premières et de produits bruts se maintiennent à un niveau inférieur à celui enregistré à l'été 1970.

Mais l'essentiel est constitué par les importations de produits manufacturés. Pour celles-ci, on observe une stabilité approximative en valeur depuis l'été 1970 ; en volume, on observe un phénomène analogue, l'arrêt de la croissance qui avait fait suite au repli enregistré après la dévaluation semble toutefois avoir été plus tardif et ne s'être produit qu'à l'automne.

Ce décalage est dû aux demi-produits (incluant les métaux non ferreux) dont les prix se sont réduits du printemps à la fin de 1970. La réduction en valeur des importations de demi-produits de l'été à l'hiver 1970 a été surtout due aux prix ; à l'hiver on a semblé observer un repli provisoire en volume. Mais, sauf à tenir pour très significatif ce phénomène, on peut approximativement considérer les importations de demi-produits comme stables en volume depuis l'été 1970.

Les importations de biens d'équipement en très forte croissance jusqu'à la fin de 1970 se sont quelque peu repliées au deuxième trimestre 1971. Si toutefois on exclut les livraisons de matériel aéronautique - très irrégulières - on observe au premier semestre 1971 une stabilité à un haut niveau. Comptablement ce repli a toutefois compensé dans la période récente l'accroissement des importations de biens de consommation. Celui-ci se poursuit à un rythme soutenu (taux annuel de l'ordre de 25 %) depuis l'automne.

c) Analyse par provenance

Le pétrole a influencé fortement nos importations en provenance de la Zone Franc et de l'Etranger.

Hors produits énergétiques nos importations en provenance de la Zone Franc se situeraient au second trimestre 1971 à un niveau comparable à celui du 4ème trimestre 1970 (niveau lui-même en repli par suite notamment de la suppression des importations de vin d'Algérie) par rapport au niveau très élevé atteint à l'été 1970.

Hors produits énergétiques toujours, nos importations en provenance de l'Etranger hors C.E.E. sont stables - voire en très légère réduction - depuis l'été 1970.

En revanche nos importations totales en provenance de la C.E.E. se sont quelque peu accrues depuis l'été 1970, avec toutefois un repli provisoire à l'hiver 1970 - 1971.

Si on considère les produits manufacturés la stabilité en valeur observée depuis l'été 1970 résulte d'un très léger développement des importations en provenance de la C.E.E. compensé par un fléchissement des importations de provenance extra- C.E.E.

2°) Importations de produits industriels et activité intérieure

Le plafonnement en volume des importations de produits manufacturés à partir de l'automne 1970, cependant que la production industrielle se développait, a ramené leur part dans l'offre intérieure (1) à un niveau qui, compte tenu de l'expérience du passé, paraît plus normal, comme on peut le voir sur le graphique ci-contre. Les évolutions à court terme de l'indicateur considéré sont assez heurtées (2), mais il semble que le retour de l'indicateur dans la plage habituelle de variation (observée sur la période 1959-1967) puisse être tenu pour plus significatif que celui que l'on avait observé au début de 1970 : on peut penser en effet que des phénomènes de compensation s'étaient produits après les très importants achats du printemps et de l'été 1969 et que le repli en volume des importations présentait un caractère transitoire. (3)

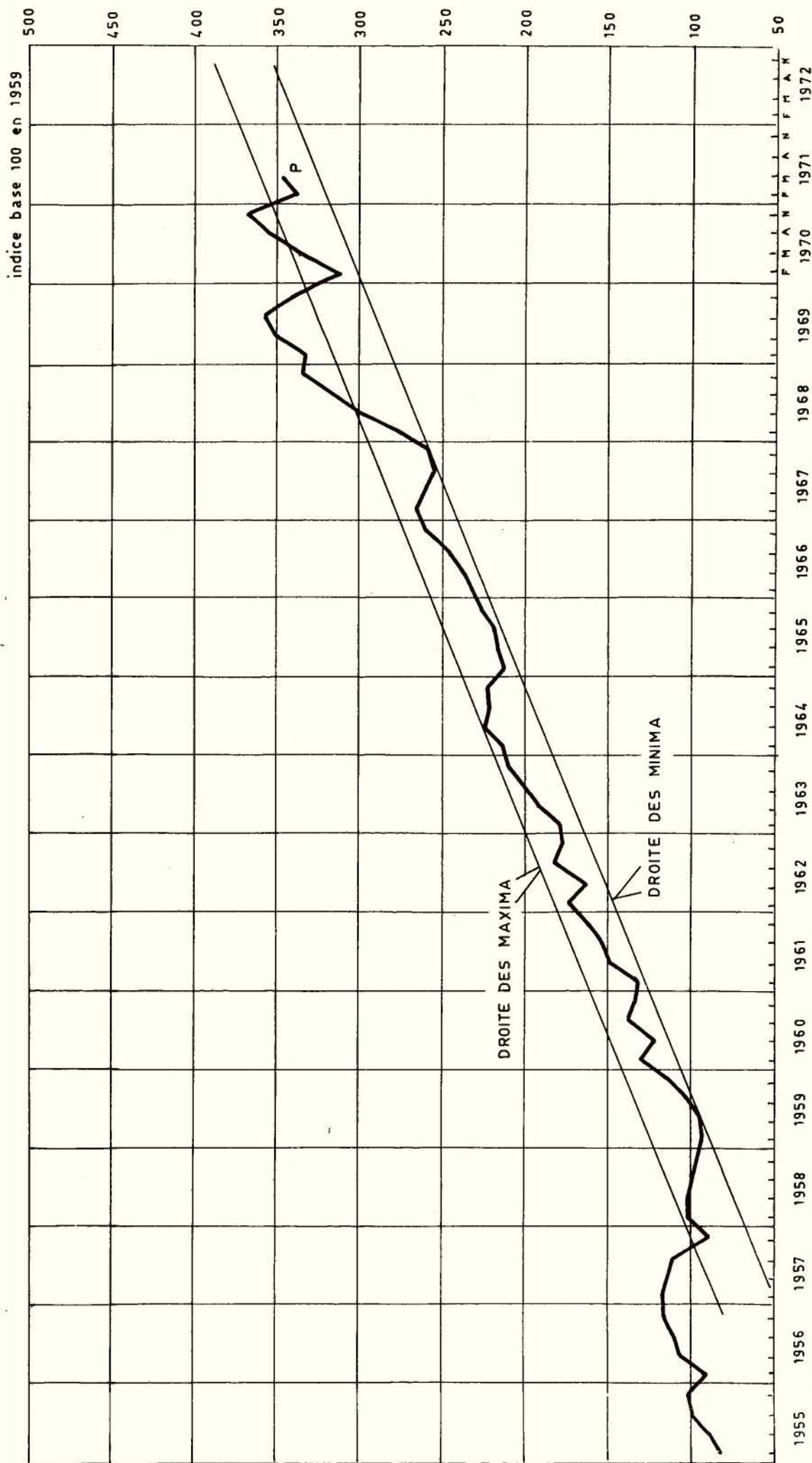
Le développement des importations de biens de consommation, plutôt plus vif au premier semestre 1971 que lors de la vive reprise de la consommation au second semestre 1970, s'explique par un courant élevé de commandes de la part des commerçants et la fin de la détente des industries productrices de biens de consommation.

Le plafonnement des importations de biens d'équipement à un niveau qui reste très élevé peut s'expliquer par la plus grande modération, apparue depuis un certain temps déjà au niveau des commandes, de la progression de la demande française de biens d'équipement et la moins grande sollicitation des capacités de production existant en France chez les producteurs de biens d'équipement. Ceci peut permettre à la part de l'offre étrangère, très élevée, de se réduire quelque peu.

La demande adressée aux industries françaises de biens intermédiaires, encore qu'en reprise, n'est pas très soutenue ; les stocks de matières premières et demi-produits chez les utilisateurs restent jugés relativement importants. On peut expliquer par là l'absence jusqu'ici de toute reprise marquée des importations de produits bruts et demi-produits.

-
- (1) *Un indicateur de l'évolution de cette part est fourni par le rapport des indices de volume des importations de produits manufacturés et de la production industrielle.*
- (2) *La correction des variations saisonnières de l'indice de volume des importations est sans doute imparfaite : on observe notamment à partir de 1969 une faiblesse au premier trimestre. Mais cette faiblesse peut s'expliquer par des facteurs spécifiques :*
- *au premier trimestre 1969 semblait se dessiner une accalmie de la conjoncture, remise en cause par les événements politiques.*
 - *à la fin de 1969 et au début de 1970 il y a eu compensation des importants achats -sans doute pour partie spéculatifs- intervenus au 2ème trimestre 1969 et en juillet 1969.*
- (3) *On indique ci-dessous quelques observations sur l'évolution des importations de produits manufacturés.*
- (i) - *sur la période 1959-1970 le taux moyen annuel pour l'indice de volume des importations de produits manufacturés est de 18,8 % contre 6,2 pour l'indice de la production industrielle. Il paraît donc difficile de raisonner en termes d'élasticité des importations par rapport à la production, et préférable de chercher un indicateur de la part des importations dans l'offre de produits industriels : admettre qu'en moyenne cette part croît régulièrement suppose que l'élasticité des importations par rapport à la production se réduit au fur et à mesure que l'importance des importations dans l'offre passe de niveaux faibles à des niveaux relativement importants.*
- (ii) - *on peut noter que du premier semestre 1967 au premier semestre 1969 le volume des importations de produits manufacturés s'est accru de 53 % (on aurait un résultat du même ordre en partant du deuxième semestre 1967) ; du premier semestre 1969 au premier semestre 1971 de 13 % (pendant ce temps l'indice de la production industrielle s'accroissait respectivement de 18 et de 13 %). Depuis deux ans (il est malaisé de raisonner sur période plus courte) la faible hausse des importations a eu un effet stimulant sur la production industrielle.*

RAPPORT DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES⁽¹⁾ AU VOLUME DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



(1) importations totales (en provenance de l'étranger et de la zone franc)

C - TAUX DE COUVERTURE1^o) Evolution d'ensemble

L'évolution d'ensemble a été sensiblement affectée au premier semestre 1971 par les importations de produits énergétiques :

- si, en valeur, celles-ci étaient restées à un niveau comparable à ceux observés en 1970, le taux de couverture aurait été de l'ordre de 106-107 % au cours des deux premiers trimestres 1971.
- si, en volume, il n'y avait pas eu faiblesse au premier trimestre 1971 compensée au second trimestre 1971, et compte tenu de la hausse des prix des produits pétroliers, le taux de couverture aurait été de l'ordre de 104-105 % au cours des deux premiers trimestres 1971.

Ainsi, en l'absence de tout phénomène particulier (volume ou prix) sur les produits pétroliers, le taux de couverture se serait sensiblement amélioré du printemps ou de l'été 1970, où il atteignait à peine l'équilibre, au premier semestre 1971 (106-107 %).

TAUX DE COUVERTURE F.O.B. - F.O.B.

Données corrigées des variations saisonnières,
mises en moyenne mobile sur 3 mois

1 9 7 0								1 9 7 1					
Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
99,6	99,8	98,5	99,0	100,2	101,9	100,6	104,0	105,4	106,8	104,6	104,6	102,5	102,5

L'évolution des termes de l'échange a été influencée de manière défavorable dans la période récente par la hausse du prix du pétrole, mais l'avait été antérieurement de manière favorable par la hausse du prix des exportations d'alimentation et la baisse des matières premières industrielles.

EVOLUTION DES TERMES DE L'ECHANGE -INDICE DE BASE 100 EN 1966.

1 9 6 8				1 9 6 9				1 9 7 0				1 9 7 1	
I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
100,6	99,1	101,0	104,1	103,3	104,0	99,3	98,7	98,6	100,3	102,4	105,3	103,2	103,5

2°) Evolution par Zones (C.A.F. - F.O.B.)

TAUX DE COUVERTURE C.A.F. - F.O.B.

	1968				1969				1970				1971	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
Zone Franc	112	104	116	109	105	110	106	101	112	119	118	118	139	153
Etranger	93	85	94	84	86	81	83	88	94	90	90	92	95	92
C.E.E.	88	81	85	77	83	83	77	86	95	94	92	92	96	97
Hors C.E.E.	99	91	102	91	89	82	88	90	91	88	87	90	93	88

Sauf en ce qui concerne les échanges avec la C.E.E. les résultats enregistrés au premier semestre 1971 et notamment au second trimestre ont été affectés par l'évolution des importations de produits énergétiques. Si, en valeur, ces importations au second trimestre 1971 s'étaient situées au niveau relativement élevé du 4ème trimestre 1970, le taux de couverture avec l'Etranger aurait été au second trimestre 1971 de l'ordre de 97-98 %, avec l'Etranger hors C.E.E. proche de 100 %. Avec la Zone Franc en revanche le taux de couverture aurait été sensiblement plus faible, du même ordre que ceux observés en 1970.

3°) Evolution par groupes de produits (C.A.F. - F.O.B.)(i) Alimentation

Pour l'ensemble des produits agricoles et des industries agricoles et alimentaires, la balance commerciale avec l'Extérieur (y.c. Zone Franc) a présenté un excédent mensuel de 200 millions par mois en moyenne au premier semestre 1971 (et même de l'ordre de 300 millions au second trimestre) alors qu'au cours des trois dernières années elle était en moyenne équilibrée et antérieurement dégageait un déficit mensuel de l'ordre de 200 millions.

(ii) Produits manufacturés (demi-produits et produits finis)

PRODUITS MANUFACTURES

Taux de couverture C.A.F. - F.O.B. (CVS)

	1968				1969				1970				1971	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
Toutes Zones (1)	119	105	117	103	102	98	97	103	112	111	112	112	117	116
Etranger	101	91	100	88	87	86	86	90	96	98	100	97	101	105
dont C.E.E.	74	65	72	62	64	64	65	70	78	81	86	76	81	80
hors C.E.E.	149	135	146	139	135	123	123	127	131	130	124	132	140	148

(1) En fait, rapport des exportations totales aux importations en provenance hors Zone Franc. Les données présentées surestiment de 1 à 2 % le taux de couverture en produits manufacturés.

Ainsi le taux de couverture en produits manufacturés s'est quelque peu amélioré depuis un an, cette amélioration étant imputable aux échanges avec l'Etranger hors C.E.E.

Mais le léger accroissement du taux de couverture en produits manufacturés au niveau de l'ensemble est exclusivement imputable à la divergence des évolutions entre prix des exportations et des importations

EVOLUTION DES VALEURS MOYENNES DES PRODUITS MANUFACTURES ENTRE LES PREMIERS SEMESTRES 1970 et 1971.

	Exportations	Importations
Hors Zone Franc - Ensemble -	+ 3,4 %	- 2,4 %
dont - demi-produits - (1).....	- 2,2 %	- 10,4 %
- biens d'équipement	+ 8,9 %	+ 4,2 %
- biens de consommation	+ 4,3 %	+ 2,2 %
Zone Franc - Ensemble	+ 9,4 %	(2)
Toutes Zones - Ensemble	+ 4,1 %	

(1) Qui incluent les métaux non ferreux
 (2) Les importations de produits manufacturés en provenance de la Zone Franc sont négligeables.

La balance du commerce extérieur se maintient à un niveau très élevé pour les produits manufacturés de consommation. L'amélioration enregistrée au deuxième trimestre 1971 pour les biens d'équipement pourrait n'être pas significative : elle semble liée à la faiblesse des importations d'avions.

TAUX DE COUVERTURE C.A.F. - F.O.B.

Etranger(hors Zone Franc)
Données corrigées des variations saisonnières.

	1968				1969				1970				1971	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
Demi-produits	87	85	84	78	76	74	71	78	84	80	79	81	85	81
Biens d'équipement	96	77	89	80	85	81	81	89	83	84	83	88	85	97
Biens de consommation	132	107	116	111	103	97	93	118	130	139	134	142	146	136

LES PRIX INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES

Selon leur structure et leurs pondérations propres les principaux indices des prix internationaux des matières premières avaient atteint leur maximum entre novembre 1969 et mai 1970. Une certaine reprise, vite essoufflée, s'est dessinée au début de 1971, mais elle paraît s'expliquer par des achats de précaution en vue des grèves alors redoutées aux U.S.A. (cuivre, acier) et, déjà, par la spéculation monétaire plutôt que par des causes conjoncturelles. Fléchissement et reprise sont d'ailleurs les résultantes de mouvements opposés, voire contradictoires, qui seront décrits et commentés à l'aide de deux indices, dont le premier - celui du Hamburgisches Weltwirtschaftsarchiv (H W W A) - comprend l'énergie et le second - actuellement mis au point par l'I.N.S.E.E. - ne la comprend pas.

H W W A 1952 - 56 = 100						
	Pondé- ration	Moyennes cumulées			%	
		Janv. - Juil. 71	Janv. - Juil. 70	Janv. - Déc. 70	$\frac{\text{Janv-Jt 71}}{\text{Janv-Jt 70}}$	$\frac{\text{Janv-Jt 71}}{\text{Janv-Déc70}}$
Ind. Gén. avec énergie	100,0	109,2	110,4	109,4	- 1,1	- 0,2
Energie	25,3	114,0	102,6	106,4	+ 11,1	+ 7,1
Ind. Gén. sans énergie ...	74,7	107,7	113,1	110,5	- 4,8	- 2,5
Mat. prem. ind. avec énergie	67,5	110,7	114,5	112,6	- 3,3	- 1,7
Mat. prem. ind. sans énergie	42,2	108,8	121,8	116,4	- 10,7	- 6,5
Mat. prem. consommation ...	17,0	95,1	93,1	92,9	+ 2,1	+ 2,4
Mat. prem. investissement .	25,2	118,1	141,1	132,2	- 16,3	- 10,7
Alimentation	32,5	106,2	101,8	102,9	+ 4,3	+ 3,2

Dans le système H W W A, l'énergie est, en effet, le facteur déterminant d'une hausse soutenue par les produits alimentaires et, à partir de niveaux plus bas, par les matières premières destinées aux produits de consommation.

Cette hausse, qui se poursuit (en raison des engagements pris à l'égard des pays producteurs de pétrole), n'a cependant pas réussi à effacer la chute brusque et continue (jusqu'en février 1971) des matières premières dites d'investissement qui sont les plus sensibles aux tendances de fond de l'économie mondiale.

Dans l'indice I.N.S.E.E. (1968 = 100), qui peut être rapproché de l'indice H W W A sans l'énergie, ces divers mouvements apparaissent avec plus de netteté encore.

I.N.S.E.E. - 1968 = 100

	Pondé- ration	Moyennes cumulées			%	
		Janv.- Juil. 71	Janv.- Juil. 70	Janv.- Déc. 70	Janv-Jt 71 Janv-jt 70	Janv-Jt 71 Janv-Déc 70
		Indice Général	100,0	101,4	112,1	108,4
Alimentation	36,6	121,5	113,5	116,0	+ 7,0	+ 3,9
Denrées	15,9	111,2	110,9	113,9	+ 0,3	- 2,4
Oléagineux	20,7	129,4	115,6	119,2	+ 11,9	+ 8,6
Mat. prem. indust.	63,4	89,7	111,3	103,5	- 19,4	- 13,3
Textiles	20,0	86,1	90,9	88,9	- 5,3	- 3,1
Caoutchouc	3,3	89,8	117,4	109,5	- 18,3	- 14,7
Non ferreux	40,1	91,2	121,1	110,2	- 24,7	- 17,2

Hausse des "alimentaires", depuis le palier de septembre 69 à mars 70, grâce notamment aux oléagineux dont les perspectives, celles du soja en particulier, paraissent favorables; baisse depuis novembre 69, des matières premières industrielles, d'investissement surtout, comme le caoutchouc et les non ferreux dont les disponibilités sont abondantes et les prix officiels souvent minés par des rabais.

A partir de février les prix du premier groupe fléchissent alors que, malgré la progression continue du coton, ceux du second ne parviennent guère qu'à se maintenir.

Aucun réajustement monétaire ne réussira à renverser par lui-même et à bref délai ces tendances conjoncturelles (1), surtout si un éventuel redémarrage de l'économie américaine devait être accompagné par un ralentissement sinon par un recul dans d'autres pays comme l'Allemagne et le Japon.

(1) Ces tendances s'inscrivent également dans l'effondrement des frets mondiaux, déjà incorporé dans les prix cif des marchandises, que traduisent les indices du Norwegian Shipping News (NSN) et de la Chamber of Shipping of the United Kingdom (C S U K)

(N S N) : 128,9 en octobre 1970 (maximum), 74,5 en juin 71 contre 121,8 en juin 70 pour les cargaisons sèches ;
286,3 en octobre 1970 (maximum), 79,8 en juin 71 contre 173,4 en juin 70 pour les produits pétroliers.

(C S U K) : 1968 = 100 - 3^e trimestre 70 : 206 ; 4^e trim. 70 : 176 ; 1^{er} trim. 71 : 135 ; 2^e trim. 71 : 87.

DONNEES CHIFFREES SUR L'EVOLUTION RECENTE DES PRIX ET DES SALAIRES EN FRANCE ET A L'ETRANGER

Les tableaux présentés ci-après permettent de comparer l'évolution des prix et des salaires dans la période récente en France et à l'Etranger. Des données sont fournies pour les six pays étudiés dans l'annexe sur les économies étrangères.

1°) Pour résumer l'évolution à l'Etranger on peut utiliser deux modes de pondération :

- soit une pondération du type "clignotant prix du Vème Plan" : on donne aux divers pays considérés un poids proportionnel à leur part dans les échanges de produits manufacturés de l'O.C.D.E. et donc sans doute dans la fixation des prix internationaux.

- soit une pondération par la part occupée par les divers pays dans les exportations françaises : on reflète par là plutôt les relations directes entre la France et l'Etranger.

2°) Il a paru utile, pour juger de l'évolution dans la période récente, de donner une référence : on a choisi le taux moyen annuel sur la période 1957-1968, soit sur une période de 11 ans. Cette période a été choisie pour des raisons de commodité: l'O.C.D.E. fournit pour cette période des indices de base 100 en 1963.

On a donné également des chiffres pour la France sur cette période : il faut toutefois noter qu'ils n'ont qu'une signification limitée : de 1957 à 1959 la hausse des prix a été très forte en France.

3°) Sur la période récente on donne des taux semestriels : pour les prix de détail, séries assez régulières, variations d'un mois à un autre ; pour les prix de gros on a pris plutôt des variations de trimestre à trimestre sauf pour l'évolution la plus récente ; pour les salaires on a pris des moyennes trimestrielles souvent calculées par moyenne de données en début ou fin de trimestre (1).

4°) A propos de la qualité et de l'interprétation des séries on doit noter :

(i) que pour la France l'indice des prix de gros industriels est plutôt un indice des prix de demi-produits : on doit plutôt rapprocher l'évolution à l'Etranger des indications données dans le corps de la note à partir des enquêtes de conjoncture sur les prix français à la production.

(ii) que pour les salaires ou les prix de gros les séries utilisées pour l'Etranger présentent parfois des imperfections ; on peut toutefois penser que la moyenne pondérée, elle, par compensation entre les divers pays donne une assez bonne indication.

(1) Le tableau diffère quelque peu de ceux présentés dans les notes précédentes du fait qu'on a pris ici systématiquement des moyennes trimestrielles.

EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

		Taux an- nuels moyens sur la pé- riode 1957-1968	Taux semestriels			
			Juin-déc. 1969	Déc. 1969 juin 1970	Juin-déc. 1970	Déc. 1970 juin 1971
ETATS-UNIS	Ensemble	1,9 %	2,9 %	2,9 %	2,4 %	2,0 %
	n.c. alimentation	2,0 %	2,7 %	3,1 %	3,2 %	1,7 %
ROYAUME-UNI	Ensemble	3,0 %	1,7 %	4,1 %	3,6 %	6,4 %
	n.c. alimentation	3,4 %	2,2 %	4,1 %	4,7 %	5,3 %
ALLEMAGNE	Ensemble	2,3 %	1,2 %	2,6 %	1,4 %	3,6 %
	n.c. alimentation	2,8 %	1,9 %	2,5 %	2,6 %	3,3 %
PAYS-BAS	Ensemble	3,3 %	0,6 %	3,2 %	2,4 %	5,1 % ⁽¹⁾
	n.c. alimentation	3,4 %	0,5 %	3,0 %	3,7 %	6,3 % ⁽¹⁾
BELGIQUE	Ensemble	2,3 %	2,1 %	1,7 %	1,3 %	2,8 % ⁽²⁾
	n.c. alimentation	2,3 %	2,7 %	2,6 %	2,1 %	3,6 % ⁽²⁾
ITALIE	Ensemble	3,3 %	2,2 %	2,7 %	2,6 %	2,6 %
	n.c. alimentation	3,8 %	2,8 %	2,6 %	3,3 %	3,4 %
Moyenne pon- dérée Clignotant prix	Ensemble	2,5 %	1,9 %	2,9 %	2,2 %	3,6 %
	n.c. alimentation	2,8 %	2,2 %	3,0 %	3,2 %	3,5 %
Moyenne pon- dérée part dans les ex- portations françaises	Ensemble	2,6 %	1,7 %	2,6 %	2,0 %	3,5 %
	n.c. alimentation	2,9 %	2,2 %	2,8 %	3,0 %	3,7 %
FRANCE	Ensemble	4,8 %	2,6 %	3,3 %	2,1 %	3,1 %
	n.c. alimentation	4,9 %	1,9 %	2,8 %	2,3 %	3,1 %

(1) Aux Pays-Bas relèvement du taux de la T.V.A. au 1.1.1971 : effet mécanique de l'ordre de 0,5 %.

(2) Résultats influencés par l'introduction au 1.1.1971 de la T.V.A. : effet mécanique de l'ordre de 2 %.

Source : O.C.D.E. : (sauf pour la Belgique ; indice n.c. alimentation calculé d'après les sources nationales).

PRIX DE GROS INDUSTRIELS

	Taux annuels moyens sur la période 1957-1968	Taux semestriels			
		$\frac{1^{\circ} \text{ trim. } 70}{3^{\circ} \text{ trim. } 69}$	$\frac{3^{\circ} \text{ trim. } 70}{1^{\circ} \text{ trim. } 70}$	$\frac{1^{\circ} \text{ trim. } 71}{3^{\circ} \text{ trim. } 70}$	$\frac{\text{Juin } 1971}{\text{décembre } 1970}$
Etats-Unis	1,1 %	2,6 %	0,5 %	2,0 %	2,2 %
Royaume-Uni	1,8 %	3,4 %	4,3 %	4,8 %	4,9 %
Allemagne	1,0 %	4,5 %	1,5 %	3,4 %	2,7 %
Pays-Bas	1,6 %	3,8 %	1,3 %	3,1 %	(2,4 %)e
Belgique	1,0 %	4,8 %	1,8 %	- 0,4 % ⁽¹⁾	- 1,4 % ⁽¹⁾
Italie	0,8 %	5,0 %	2,3 %	2,4 %	(+ 1,1 %)e
Moyenne pondérée cligno- tant prix	1,2 %	3,9 %	1,8 %	2,7 %	(2,3 %)e
Moyenne pondérée part dans les exportations françaises	1,1 %	4,3 %	1,8 %	2,4 %	(1,8 %)e
France	2,5 %	5,3 %	0,2 %	2,1 %	3,0 %

(1) Résultats influencés par l'introduction au 1.1.1971 de la T.V.A.

Source : O.C.D.E. sauf pour l'Allemagne et l'Italie : séries nationales.

GAINS HORAIRES DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

	Taux annuels moyens		Taux semestriels		
	sur la période 1957-1968	entre les 1 ^o trim. 1968 et 1971	$\frac{1^{\circ} \text{ trim. } 70}{3^{\circ} \text{ trim. } 69}$	$\frac{3^{\circ} \text{ trim. } 70}{1^{\circ} \text{ trim. } 70}$	$\frac{1^{\circ} \text{ trim. } 71}{3^{\circ} \text{ trim. } 70}$
Etats-Unis	3,6 %	6,0 %	2,3 %	3,0 %	3,6 %
Royaume-Uni ★★	4,7 %	10,2 %	6,5 %	7,0 %	6,2 %
Allemagne	7,9 %	11,4 %	6,2 %	6,4 %	6,6 %
Pays-Bas ★	8,0 %	9,5 %	5,6 %	5,8 %	3,0 % ⁽¹⁾
Belgique	6,6 %	9,3 %	5,5 %	5,2 %	6,1 %
Italie ★	6,8 %	13,4 %	14,1 %	5,7 %	9,1 %
Moyenne pondérée cligno- tant prix	6,1 %	9,7 %	5,9 % (sans Italie) 5,0)	5,4 %	5,7 %
Moyenne pondérée part dans les exportations françaises	6,8 %	10,6 %	7,2 % (sans Italie) 5,5 %)	5,7 %	6,3 %
France ★	7,7 %	12,5 %	5,3 %	5,2 %	5,6 %

(1) Résultat influencé par des mesures de réglementation des salaires.

★ taux horaires et non gains horaires

★★ gains hebdomadaires moyens

Source : O.C.D.E.

L'EVOLUTION DES VARIABLES FINANCIERES AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 1971 (1)

La suppression de l'encadrement du crédit au dernier trimestre de 1970 s'était traduite par un gonflement très important de la masse monétaire et plus particulièrement des dépôts à vue, ayant en partie pour origine la remise en ordre des bilans bancaires.

On pouvait escompter qu'ensuite un certain ralentissement se produirait. Dès le premier trimestre 1971, on a pu constater que le ralentissement était faible, et les premières informations disponibles sur le second trimestre montrent la persistance d'une progression rapide des liquidités internes qui, de fin décembre 1970 à fin juin 1971, auraient augmenté de 8 %, après correction des variations saisonnières. Cette progression est liée aux entrées de devises, qui sont, pour une part, les conséquences des secousses du système monétaire international, et aux fortes hausses des revenus et des prix.

La masse monétaire (cf. tableau I) a pour sa part progressé à un rythme annuel de l'ordre de 17 % dû surtout au développement considérable des éléments quasi-monétaires, notamment des dépôts à terme dans les banques, qui se sont accrus de 14 % pour le seul premier semestre.

Il est difficile de savoir si cette forte croissance doit être imputée aux entreprises ou aux ménages, la séparation de ces deux types d'agents n'étant pas toujours possible. On peut cependant remarquer que là où elle est faite, les disponibilités des entreprises s'accroissent plus rapidement que celles des ménages.

C'est ainsi que la croissance des dépôts à vue reste modérée dans les centres de chèques postaux, et que si elle est forte dans les banques, cela est dû aux comptes des entreprises, ceux-ci s'accroissant deux fois plus vite que ceux des particuliers. On constate le même phénomène pour les dépôts à terme, pour lesquels, bien que la brièveté de la série ne permette pas une correction des variations saisonnières, il semble que les dépôts des particuliers augmentent à un rythme voisin de 15 % l'an et ceux des entreprises à 30 % l'an. De même les comptes sur livrets, les bons du trésor ou les dépôts dans les caisses d'épargne, généralement détenus par les particuliers, se sont accrus à un taux de 12 % par an environ. Il convient cependant d'ajouter que l'épargne logement, non comprise dans les placements énumérés ci-dessus, se développe très rapidement : elle a pratiquement doublé depuis un an, en raison du succès des plans d'épargne logement.

A l'exception du développement de l'épargne logement, les taux de croissance de ces composantes de l'épargne des ménages ne sont donc pas exceptionnellement élevés, tout au moins si on les compare à la croissance nominale des revenus. Il est vrai que ces composantes ne représentent pas la totalité de l'épargne des ménages, et qu'il faudrait connaître les achats

(1) les résultats de juin, qui ne sont pas connus, ont été estimés

Tableau I
EVOLUTION DES LIQUIDITES AU COURS DU 1er SEMESTRE 1971

en milliards de F.

	Fin décembre 1970		Fin mars 1971		Fin avril 1971		Fin mai 1971		Accroissement en % sur les 5 premiers mois (cvs)	Estimation de l'accroissement au 1er semestre (c.v.s.)
	D.B.	C.V.S.	D.B.	C.V.S.	D.B.	C.V.S.	D.B.	C.V.S.		
Masse monétaire	345,6	340,0	352,5	353,9	355,8	353,9	359,9	363,9	+ 7,0 %	+ 8,4 %
dont :										
- Disponibilités monétaires	234,1	227,2	231,1	232,6	232,1	230,9	234,4	237,9	+ 4,7 %	+ 5,6 %
- Disponibilités quasi-monétaires.	111,5	112,4	121,4	119,6	123,7	122,5	125,5	125,3	+ 11,5 %	+ 15,0 %
Epargne liquide et à court terme	258,3	257,5	272,2	270,0	277,4	275,7	279,8	280,6	+ 9,0 %	+ 10,3 %
TOTAL DES LIQUIDITES	492,4	487,7	503,3	503,5	509,5	509,6	514,2	519,7	+ 6,6 %	+ 8,0 %

D.B. : données brutes

C.V.S. : données corrigées des variations saisonnières.

nets d'actions et d'obligations, ainsi que de logements. Sans qu'on puisse séparer dans ces achats la part des entreprises et des particuliers, on sait que les émissions d'actions contre numéraire ont fléchi au premier semestre, mais qu'en revanche, les émissions d'obligations se sont très fortement accrues : atteignant 11.355 millions pour le premier semestre, elles ont été supérieures de près de 50 % à la moyenne des deux semestres de 1970. L'ignorance qui subsiste sur les dépenses nettes des ménages pour leurs achats de logements rend difficile une appréciation sur l'évolution globale de leur épargne.

Il reste que, même si elle est plus détenue par des entreprises que par des particuliers, l'épargne liquide est importante, et qu'elle constitue ainsi une cause de fragilité pour l'économie. Aussi le gouvernement s'est-il montré soucieux de freiner l'expansion de la masse monétaire, en s'efforçant d'une part d'endiguer les entrées de capitaux internationaux et en tout cas d'en neutraliser les effets sur les liquidités internes, et d'autre part de décourager les demandes de crédit en pesant sur son coût.

En effet, si pendant les premiers mois de 1971, la France n'a pas été au centre de la spéculation internationale, elle n'en a pas moins subi quelques contrecoups. Tout récemment, le Franc a été recherché par les spéculateurs, espérant d'abord une réévaluation, puis, plus simplement, un élargissement des marges de fluctuation des monnaies européennes par rapport au dollar. Le tableau n° II, établi d'après les situations hebdomadaires de la Banque de France, fait apparaître l'accroissement des réserves de change dû pour une part à des entrées de capitaux à court terme.

On voit ainsi que les entrées de devises comptabilisées au bilan de la Banque de France (1) se sont élevées à 4.950,8 millions pour le premier semestre, et à 3.955,3 millions pour le seul mois de juillet.

Toute une série de mesures ont été prises pour ralentir cet afflux de devises. Tout d'abord, les taux du marché monétaire ont été maintenus aussi bas que possible, afin de décourager les détenteurs de dollars à les convertir en francs. Les taux du marché interbancaire n'ont pratiquement pas dépassé les taux d'intervention de la Banque de France.

Cette action sur les taux a été complétée par une mesure portant sur le montant des réserves obligatoires : le 18 mai, le Conseil National du Crédit donnait à la Banque de France la possibilité de porter à 100 % le taux des réserves obligatoires applicable aux dépôts des non résidents. Le 21 mai ce taux a été aligné sur celui qui est appliqué aux dépôts à vue des résidents, alors qu'il lui était auparavant inférieur. Une telle mesure accroît le coût des ressources des banques et diminue l'avantage relatif que présentaient les dépôts des non-résidents.

L'afflux des devises s'étant accentué en juillet, de nouvelles mesures ont été prises en août : les banques ne peuvent plus laisser se dégrader leur position nette vis-à-vis de l'étranger par rapport à une référence (position nette au 3 août 1971) -c'est-à-dire que toute nouvelle entrée de devises ou de francs en compte étranger doit être compensée par une sortie équivalente- et, pour renchérir le coût des opérations spéculatives, les

(1) Ces chiffres du bilan de la Banque de France ne comprennent pas le montant des devises mises en report auprès des banques commerciales.

banques ne verseront plus d'intérêt sur les dépôts à moins de trois mois effectués par les non-résidents.

En même temps qu'il se préoccupait de freiner les entrées de devises, le gouvernement facilitait les sorties notamment en élargissant les possibilités de couverture à terme et au comptant pour les importateurs. De même, le financement par transfert des investissements français à l'étranger est facilité, et les dispositions de la réglementation des changes sont assouplies pour un certain nombre d'usagers, par exemple les émigrants français. L'allocation touristique a été relevée et la limite du nombre annuel d'allocations par touriste supprimée. En outre, un remboursement anticipé au F.M.I., a fait disparaître les dernières dettes à court et moyen termes vis-à-vis de l'étranger.

Enfin, les entrées de devises constituant un facteur d'augmentation de la liquidité bancaire, un relèvement des coefficients de réserves obligatoires des banques est intervenu le 3 août pour la cinquième fois (les relèvements précédents avaient eu lieu les 1er avril, 6 mai, 21 mai, 21 juillet), les portant à 12,25 % pour les dépôts à vue, 6,50 % pour les comptes sur livrets et à 3 % sur les crédits distribués. Les banques doivent ainsi constituer auprès de l'Institut d'Emission des dépôts non rémunérés d'environ 22,3 milliards, alors qu'au début de l'année, la moyenne à observer était de 10,5 milliards. Cette mesure n'a pas seulement pour effet de neutraliser en partie l'effet expansif exercé sur la liquidité bancaire par les entrées de devises, mais aussi d'augmenter le coût des ressources des banques : pour se constituer des réserves qui ne rapportent pas, les établissements de crédit sont obligés de céder des actifs qui rapportent. Les banques devraient donc être incitées au cours des prochains mois à augmenter le coût du crédit, ce qui devrait en freiner la distribution, dont la progression est restée très vigoureuse au premier semestre (voir le tableau III).

Les opérations du Trésor ont exercé sur la masse monétaire au cours du 1er semestre 1971 un effet moins restrictif que l'an dernier (1). L'évolution constatée par rapport à l'an dernier est due principalement au fait que les opérations d'exécution des lois de finances ont dégagé cette année un solde débiteur.

On notera qu'en 1967, 1968 et 1969 les opérations du Trésor avaient exercé un effet moins restrictif ou même expansif sur la masse monétaire.

(1) Il est vrai que la comparaison avec l'année 1970 n'est pas très significative, car il s'agissait d'une année exceptionnelle où, au lieu d'un découvert, l'exécution de la loi de Finances pendant toute la 1ère partie de l'année a fait apparaître un excédent.

Tableau II

AVOIRS PUBLICS EN OR ET DEVICES DE LA FRANCE D'APRES LA SITUATION HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

en millions de F.

	31/12/70	1/4/71	29/4/71	27/5/71	1/7/71	15/7/71	29/7/71	12/8/71
A C T I F								
- Encaisse or	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862
- DAVE (disponibilités à vue à l'Etranger)	21.392	23.403	23.719	24.192	24.354	25.377	27.997	29.628
- Avances au Fonds de stabilisation des changes :								
Concours au F.M.I.	2.083	2.083	2.083	2.083	2.083	2.083	2.083	2.288
Autres opérations	372	283	245	226	262	251	634	584
Acquisitions de D.T.S.	952	1.946	1.946	1.947	1.947	1.947	1.947	1.913
P A S S I F								
- Comptes des banques et institutions financières étrangères	5.781	5.920	5.844	3.823(1)	3.785	3.859	3.845	372(2)
- Compte spécial F.S.C. - Contrepartie des allocations de D.T.S.	919	1.810	1.810	1.810	1.810	1.810	1.810	1.810
A C T I F - P A S S I F	22.961	24.847	25.203	27.677	27.912	28.850	31.867	34.593

(1) Remboursement au F.M.I. le 10 mai de 2.085 millions de F.

(2) Remboursement au F.M.I. le 9 août de 3.380 millions de F.

Tableau III

EVOLUTION DES CREDITS A L'ECONOMIE

en milliards de F.

	Fin déc. 1970		Fin mars 1971		Fin avril 1971		Fin mai 1971		% d'accroissement sur les 5 premiers mois C.V.S.	Estimation du % d'accroissement sur le semestre C.V.S.
	D.B.	C.V.S.	D.B.	C.V.S.	D.B.	C.V.S.	D.B.	C.V.S.		
- Crédits à l'Economie des contreparties de la masse monétaire	275,2	268,5	276,7	280,7	281,5	281,2	283,3	285,8	+ 8,5 %	+ 11 %
- Crédits de caractère bancaire	309,2	303,3	316,7	318,7	322,8	322,3	326,0	326,5	+ 7,7 %	+ 10,3 %
- Ensemble des crédits susceptibles d'être financés par le système bancaire	269,0	263,1	275,1	276,2	280,7	280,8	283,3	284,0	+ 8,0 %	+ 10,8 %
- Crédit à court terme	172,3	168,9	176,1	177,9	179,8	180,5	181,5	181,5	+ 7,4 %	
- Crédit à moyen terme mobilisable	59,6	57,8	58,9	59,0	59,4	60,2	60,9	60,9	+ 5,4 %	

Tableaux de l'économie française

Édition 1970

UNE OPTIQUE ORIGINALE : Situer l'économie française dans l'espace et dans le temps. Par leur champ d'information et leurs perspectives économiques et démographiques, les "Tableaux" sont autre chose et plus qu'un annuaire abrégé.

UNE PRÉSENTATION TRÈS ÉTUDIÉE qui facilite leur utilisation. Tableaux aérés, classés logiquement, illustrés de cartes et graphiques hors-texte ; 55 pages de renseignements sur l'information statistique et son utilisation pratique.

UN FORMAT COMMODE (11,5x17,5) et un tirage sur papier bible limitent leur volume et permettent d'avoir constamment les "Tableaux" à portée de la main ou dans la poche.

UN PRIX LIMITÉ : 12 F (pour 510 pages) rend accessible à tous cet outil de travail d'une sobre élégance.

EN VENTE :

A l'I.N.S.E.E. - 29, quai Branly, Paris-7^e - C.C.P. Paris 9063-62.
Dans toutes les Directions Régionales de l'I.N.S.E.E., et chez les libraires spécialisés.

SP 37



INFORMATIONS RAPIDES

Pour répondre au souci de nombreux utilisateurs d'être informés au plus tôt, l'I.N.S.E.E. a créé un service : **Informations Rapides.**

Les abonnés à ce service reçoivent, au fur et à mesure de leur élaboration :

- Les notes rapides présentant les derniers indices connus et les premiers résultats des enquêtes de conjoncture. Elles permettent notamment la mise à jour permanente, en cours de mois, de « Tendances de la conjoncture » et de ses graphiques.
- Les cahiers de résultats détaillés des enquêtes de conjoncture effectuées par l'I.N.S.E.E. : industrie, bâtiment, commerce, investissements, intentions d'achat...

Prix de l'abonnement annuel, France : 300 F -
Etranger : 360 F - En vente à l'I.N.S.E.E. -
29, quai Branly, Paris-7^e - C.C.P. 9063-62 Paris.